

Pays : République togolaise

Commission : Sommet sur la coopération entre l'Europe et l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO - UEMOA - CEN SAD)

Problématique : Comment relancer la coopération entre l'Union européenne et les organisations régionales ouest-africaines (CEDEAO, l'UEMOA et la CEN-SAD) pour répondre aux défis migratoires, sécuritaires, économiques et démocratiques en Afrique de l'Ouest ?

Le Togo se situe en Afrique de l'Ouest, sur le golfe de Guinée, et voisine le Ghana à l'ouest, le Burkina Faso au nord et le Bénin à l'est. Le pays est un des membres fondateurs de la CEDEAO fondée le 28 mai 1975, de l'UEMOA fondée le 10 janvier 1994. Le Togo a également rejoint la CEN-SAD en 2002. Le pays est aujourd'hui un régime parlementaire. La République togolaise est dirigée par Faure Gnassingbé, au pouvoir depuis 2005, Président de la République jusqu'en 2025 et désormais Président du Conseil des ministres.

L'ancienne colonie française est indépendante depuis le 27 avril 1960 suite à plusieurs référendums dans les années 1950.

Dans un contexte marqué par des défis migratoires, sécuritaires, économiques et démocratiques qui empoisonnent cette région, il est essentiel pour les organisations ouest-africaines de relancer la coopération avec l'Union européenne.

Les enjeux migratoires concernent tous les pays d'Afrique de l'Ouest avec une part notable des migrations étant clandestines. Le Togo est à la fois un territoire d'accueil et d'émigration. Le pays accueille principalement des migrants des pays voisins comme le Burkina Faso à cause des défis sécuritaires. Les émigrés partent surtout dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest et en France également, notamment à cause des raisons économiques, sécuritaires ou climatiques. La région est très touchée par des défis sécuritaires à cause de l'expansion des groupes terroristes du Sahel, comme le JNIM ou Al-Qaïda. L'instabilité du Sahel, particulièrement au Burkina Faso, expose le Togo aux menaces terroristes.

Les pays ouest-africains ont des difficultés économiques et le Togo n'est pas une exception. Le Togo a une dette élevée, un chômage des jeunes important, des problèmes d'infrastructures et une grande partie de la population qui vit dans la pauvreté. L'économie du Togo dépend aussi d'une stabilité dans la région puisque le pays est une plateforme logistique régionale grâce au port de Lomé.

Il existe de même des défis démocratiques, plusieurs pays en Afrique de l'Ouest ont connu des changements de régimes et des coups d'État. Les niveaux de corruption restent également très élevés dans les différents États de la région. Le Togo est impliqué puisque le pays est membre d'organisations comme le CEDEAO et l'UEMOA qui sont limitées par ces défis démocratiques.

La République togolaise considère que la coopération entre l'Union européenne et les organisations régionales ouest-africaines doit être renforcée mais aussi fondée sur le respect de la souveraineté des États. Le Togo soutient le rôle de la CEDEAO qui s'occupe de l'intégration économique, de la gestion de différentes crises et de la coopération entre membres. Comme l'État togolais est membre de l'UEMOA, le pays participe activement à l'intégration économique de la région. La République togolaise est aussi signataire de l'Accord de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et l'Afrique de l'Ouest pour libéraliser les échanges commerciaux entre ces deux régions, et jouait un rôle important précédemment avec les accords de Lomé (1975-2000).

Pour répondre aux défis migratoires, sécuritaires, économiques et démocratiques, la République togolaise a déjà pris quelques initiatives pour coopérer avec l'Union européenne et les organisations ouest-africaines.

Le Togo a renforcé sa présence militaire sur sa frontière nord avec le Burkina Faso pour prévenir des menaces terroristes. Le pays coopère donc avec la CEDEAO dans le cadre des mécanismes régionaux de prévention et de gestion des crises et des risques. L'État togolais bénéficie également d'un soutien financier de l'UE grâce au programme NDICI - Global Europe (2021-2027) qui permet de stabiliser les frontières du pays et de renforcer sa sécurité.

Dans le cadre des Accords de Samoa (2023), la République togolaise participe à des coopérations concernant les défis migratoires. En juin 2025, l'UE a donné au Togo et à trois autres pays côtiers de la région 10 millions d'euros pour les aider à accueillir des migrants. Sur le plan économique, le Togo fait partie du projet de l'UE Global Gateway d'investissements pour améliorer les infrastructures ainsi que l'APE entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest (depuis 2014).

En tant que membre de la CEDEAO et de l'UEMOA, la République togolaise soutient les initiatives pour lutter contre les défis démocratiques. Le pays lui-même a mis en place une nouvelle constitution en 2024 instaurant un régime parlementaire pour moderniser les institutions.

Le Togo propose la mise en place de conférences annuelles UE-CEDEAO couvrant l'ensemble des enjeux sécuritaires mais aussi migratoires, économiques et démocratiques, avec la première conférence étant à Lomé. Le pays propose également de renforcer la présence d'armées européennes autour du Burkina Faso afin d'assurer plus de sécurité aux pays de la CEDEAO.

La position du Togo est alors favorable à une collaboration renforcée avec l'UE et les organisations ouest-africaines. Le Togo prend une position plutôt europhile et coopérative pour répondre aux défis migratoires, sécuritaires, économiques et démocratiques de la région ouest-africaine afin d'améliorer le bien-être et la vie des populations.